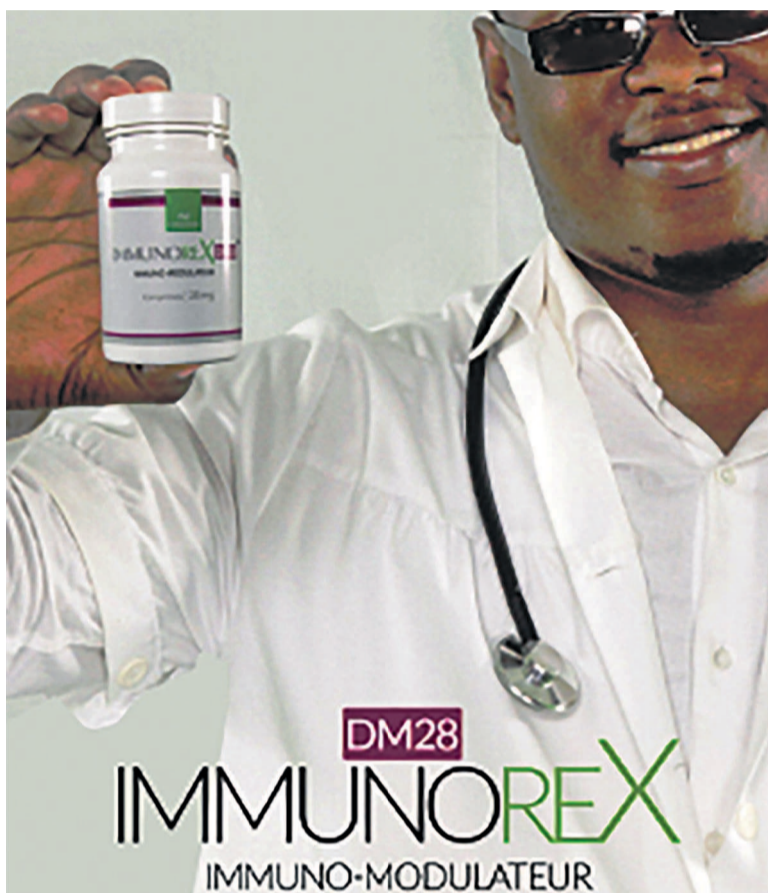


RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2776 - JEUDI 1^{er} DÉCEMBRE 2016

Un échantillon du médicament Immunorex-DM28

JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

Lancement à
Kinshasa du nouveau
traitement anti-VIH

Après quinze années de recherches scientifiques et d'essais cliniques laborieux, la lutte contre le VIH-sida est sur le point d'atteindre son dénouement via la découverte d'Immunorex-DM28. Le médicament présente diverses propriétés. Outre le renforcement et la restauration du système immunitaire, la molécule intervient également dans le blocage de la réplication du virus. Il a également des propriétés à interagir dans les cas des résistances aux antirétroviraux.

Premier pays du continent à avoir accordé une AMM (autorisation de mise sur le marché), la RDC a été choisie pour servir de rampe d'accès de ce médicament sur le continent. L'un des objectifs visés par les chercheurs est que le traitement Immunorex-DM28 soit distribué à un prix raisonnable, permettant ainsi à un très grand nombre de malades d'y avoir accès.

Page 13

MONNAIE

Dépréciation continue du franc congolais
sur le marché

Des billets de franc congolais

Depuis quelques mois déjà, la monnaie congolaise se déprécie de plus en plus par rapport au dollar américain. Alors qu'il s'est échangé contre 1000 francs congolais (FC) pendant plusieurs semaines, un dollar américain s'échange actuellement à 1225 FC à Kinshasa. Dans les milieux des cambistes, cette décote constante et continue du franc congolais est attribuée à la rareté des devises étrangères sur le marché. Aussi la monnaie RD-congolaise perd-elle, au fil des jours, un peu plus de confiance chez les consommateurs. Dans la logique d'une économie presque totalement extravertie comme celle de la RDC, cette dépréciation du franc congolais face à la devise américaine ne devait plus étonner. Dès lors que le pays produit peu, il ne peut, par conséquent, prétendre se constituer d'importants matelas de devise d'exploitation.

Page 13

UDPS

L'opposant Bruno Tshibala
libéré

Bruno Tshibala

Le secrétaire général adjoint de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) Bruno Tshibala a été libéré le 29 novembre de l'ex-prison centrale de Makala. Il est, depuis lors, un homme libre même si aucune indication ne renseigne à ce jour s'il est passible ou pas des poursuites judiciaires. Dans le camp de l'UDPS, on salue cette libération tout en faisant observer que l'intéressé a été libéré sans qu'un

procès ait été ouvert à sa charge. Ceci, pour ce parti, est une preuve supplémentaire qui atteste que son arrestation était dictée par des motivations politiques. Pour rappel, Bruno Tshibala a été accusé d'être l'un des organisateurs de la marche de l'opposition qui a dégénéré et occasionné plusieurs dizaines des morts en septembre dernier à Kinshasa.

Page 13

NORD-KIVU

Le sud de Lubero déclaré « zone sans armes »

À la suite du dernier massacre d'une trentaine des civils à Luhanga au nord de Goma, il a été décidé que les Fardc puissent renforcer leur présence dans la zone, puis planifier une opération de traque contre toutes les milices armées. C'est ce qu'a annoncé le 29 novembre le gouver-

neur du Nord-Kivu Julien Paluku de passage sur le lieu du drame alors qu'il conduisait une délégation mixte gouvernement provincial-Monusco.

Dans le même ordre d'idée, il sera dorénavant question d'assurer la répression de la détention illégale d'armes dans la zone. Autrement

dit, désormais les militaires et policiers seront les seuls autorisés à détenir les armes. Des dispositions seront prises par la justice militaire pour ouvrir une enquête au sujet du massacre de Luhanga et s'assurer que les auteurs seront punis, a ajouté le gouverneur.

Page 14

ÉDITORIAL

2017 ?

Le moins que l'on puisse dire est que l'année 2017 à venir s'annonce dès à présent comme l'une des plus instables, des plus dangereuses même de ce début de vingt-et-unième siècle. De l'entrée en fonction, aux Etats-Unis, d'un Donald Trump dont on redoute les excès aux conflits qui déchirent le Proche et le Moyen Orient, en passant par l'implosion possible de l'Europe à la suite du Brexit et par la montée des tensions en Asie, la liste est longue, très longue, des incertitudes auxquelles le monde va se trouver confronté.

D'où cette idée, apparemment folle bien sûr, selon laquelle l'Afrique en général et l'Afrique centrale en particulier devraient tout mettre en œuvre dans les semaines et les mois à venir pour se protéger des retombées probables du désordre qui semble s'installer sur plusieurs continents. Assister sans rien faire à la montée des tensions internationales qui accompagneront inévitablement les secousses, voire même les fractures, que nous voyons surgir ici et là risque, en effet, de coûter cher, très cher, au continent sur lequel nous vivons.

De la même façon donc que le Sommet de la COP 22, à Marrakech, a vu surgir à l'initiative de notre président le projet du Fonds bleu pour le Bassin du Congo, cette fin d'année 2016 pourrait voir s'imposer l'idée selon laquelle l'Afrique doit mieux faire entendre sa voix dans un concert des nations qui, manifestement, ne sait plus très bien où il va et qui tend à se déchirer dangereusement. Perçue dès à présent par les grandes puissances comme le continent qui s'imposera dans les prochaines décennies comme le plus jeune, le plus dynamique, donc le plus attirant de la planète, elle dispose d'atouts majeurs.

Mais pour en tirer profit, l'Afrique doit s'organiser, ou plutôt se réorganiser de telle façon qu'elle parle d'une seule et même voix dans les lieux où se décide le sort de l'humanité. Exactement comme elle l'a fait sans le moindre complexe dans la deuxième moitié du siècle précédent lorsqu'elle joua un rôle décisif dans l'affirmation du Tiers-monde sur la scène mondiale, exactement comme elle l'a fait il y a deux semaines lors de la COP 22.

Jamais, convenons-en, la réorganisation interne de l'Union africaine n'a été aussi urgente, aussi nécessaire.

Les Dépêches de Brazzaville

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Le ministère de l'Intérieur sensibilise sur les actions entreprises aux frontières

Le ministère de l'Intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond zéphyrin Mbolou, a organisé, le 30 novembre, une journée de sensibilisation sur les frontières congolaises. Objectif : vulgariser le travail accompli par le ministère au niveau des frontières en vue de garantir le bon voisinage avec les pays frères.

Cette journée de sensibilisation sur les frontières congolaises, patronnée par le ministre délégué en charge de la décentralisation et du développement local, Charles Nganfouomo, a été organisée dans le cadre du programme frontière, initié par l'Union africaine.

« Le ministère a pensé qu'il faille saisir cette opportunité pour communiquer sur les frontières

niveau des frontières, lesquelles le pays a héritées des puissances coloniales, notamment la France, l'Allemagne, le Portugal et la Belgique. Il ressort de cet état de lieux que le Congo partage 1.790 kms de frontière avec le Gabon, 460 kms avec le Cameroun, 480 kms avec la République Centrafricaine, 1550 kms avec la République démocratique du Congo et 200 kms avec l'Angola. Tout

ture qui faussent les données mais aussi et surtout de l'incompréhension des populations riveraines.

« Lorsque les frontières sont mal délimitées, ou mal connues, cela occasionne les litiges qui, non réglés, peuvent conduire à des conflits armés », poursuit le ministre.

Pour obtenir ce résultat, a précisé pour sa part le préfet directeur général de l'administration du territoire, Jacques Ississongo, le ministère de l'Intérieur, de la décentralisation et du développement local a mené un certain nombre d'activités, entre autres la constatation des bornes im-



Une vue de participants à la réunion de sensibilisation photo Adiac

du Congo, et d'une manière particulière sur les évolutions en matière de cartographie réalisée dans le cadre du projet qui s'achève », a précisé le ministre Charles Nganfouomo. Le ministre a fait l'historique et l'état des lieux de l'évolution constatée ces derniers temps au

long de ces frontières, tant terrestres, marines que fluviales, poursuit le ministre Charles Nganfouomo, il se pose souvent des sérieux problèmes parmi les populations riveraines. Ces remous naissent du fait de l'imprécision des textes administratifs dans certains endroits, des aléas de la na-

plantées le long de la frontière et la sensibilisation au respect de celles-ci au niveau des frontières.

Plusieurs autres actions d'envergure sont en cours de réalisation en vue de renforcer le dispositif au niveau des frontières, a-t-on appris.

Irmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES
Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

La Banque mondiale et le fonds Koweïtien à la rescousse de l'agriculture du Congo

Le représentant de la Banque mondiale (BM) au Congo, Djibrilla Issa, a annoncé le 30 novembre à Brazzaville l'octroi d'un appui financier de 100 millions de dollars américains (plus de 50 milliards de francs CFA) pour soutenir le programme de développement de l'agriculture au Congo.

Selon lui, hormis la BM, d'autres bailleurs de fonds vont également emboîter le pas, citant notamment le Fonds koweïtien qui entend mobiliser 50 millions de dollars (plus de 25 milliards de francs CFA) en faveur du développement de l'agriculture congolaise.

Ces institutions ont exprimé leurs intentions de financement lors des assemblées annuelles de la BM, tenues en octobre dernier à Washington aux États-Unis d'Amérique. La nouvelle stratégie de développement agricole du Congo a été présentée à ces assises par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Henri Djombo.

Le Congo vise, à travers cette stratégie, de développer l'agriculture familiale en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, développer l'agriculture commerciale pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et, à terme, exporter la production agricole sur le marché d'Afrique centrale.

Le représentant de la BM a aussi rappelé que le Congo disposait d'un potentiel agricole important avec notamment 10 millions d'hectares de terres arables dont seulement 3% sont utilisées.

«Le Congo a un potentiel énorme en matière de disponibilité de la terre, de l'eau, d'un marché local et d'un savoir-faire agricole et une bonne expérience en matière de production vivrière, de pêche, d'aquaculture, de sylviculture», a-t-il ajouté.

Djibrilla Issa a invité le Congo à engager des réformes en cette période de crise économique et financière afin de pouvoir réduire sa dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier.

«Le contexte est difficile. Mais c'est surtout une opportunité pour faire des réformes et diversifier l'économie. C'est au cours des phases de défi qu'il faut regarder ce qu'on peut mieux faire. Il faut rétablir, dans le court terme, les différents équilibres économiques pour que l'environnement économique soit sain, tout en maintenant les appuis aux secteurs sociaux», a-t-il expliqué.

Consciente des difficultés financières auxquelles le Congo est confronté actuellement dans le versement des contreparties de certains projets, la BM a décidé de différer le décaissement des fonds de contrepartie en procédant au cas par cas, et de décaisser ses ressources avant celles du gouvernement congolais, a-t-on appris.

Christian Brice Élion

Davantage de réformes sectorielles souhaitées

La morosité économique actuelle devrait entraîner plus de réformes sectorielles au Congo. Le souhait a été émis par la Banque mondiale au cours d'une conférence de presse mercredi à Brazzaville.

Le représentant résident de la Banque mondiale au Congo, Djibrilla Issa, a jugé nécessaire la poursuite des réformes engagées par l'Etat notamment le recensement des fonctionnaires ; la gestion des recettes et dépenses publiques ; l'appui au développement agricole. En tant que partenaire technique et financier de la

ture est un potentiel important et les bailleurs de fonds sont prêts à soutenir le Congo », a déclaré, lors d'une conférence de presse, le 30 novembre, Djibrilla Issa.

Pour cela, la Banque mondiale a décidé de mettre sur la table une enveloppe de 40 millions de dollars pour pouvoir accompagner les projets de réformes intégrées du secteur public dont la fonction publique, la gestion des fonctionnaires et de la solde, -à travers le recensement général des agents de l'Etat en cours,

de l'Etat doit être crucial dans cette nouvelle dynamique de développement agricole. C'est l'Etat qui favorise l'accès à la terre, l'organisation des producteurs en coopératives, l'accès de ceux-ci aux marchés », a indiqué le représentant de la Banque mondiale.

Enfin, le partenaire de la Banque mondiale se dit disposé d'une part, à apporter des financements « additionnels concessionnels » afin d'accroître sa part dans le financement des projets dans le but d'alléger la charge sur le gouvernement, et d'autre part, différer le décaissement des fonds de contrepartie par l'Etat en procédant au cas par cas.

Cette proposition ne risque-t-elle pas de provoquer une situation de surendettement ? Un Etat ne peut fonctionner sans endettement certes, répond Djibrilla Issa, mais « il faut éviter des mauvais endettements, plutôt faire en sorte que ceux-ci profitent à l'économie nationale », a-t-il précisé.

Pour pallier au problème de décaissement des fonds de contrepartie, le gouvernement devrait définir un montant « réaliste » des besoins des projets en fonds de contrepartie pour 2016-2017 sur la base des plans de décaissement et de passation de marchés des projets.

Notons que d'autres partenaires au développement entendent appuyer le développement de l'agriculture commerciale au Congo. Outre les 100 millions de dollars promis par la Banque mondiale et 50 millions par le Fonds koweïtien, la Banque africaine de développement (Bad), l'Agence française de développement (AFD) promettent des financements.

Fiacre Kombo



Djibrilla Issa face à la presse congolaise ce mercredi

République du Congo, le groupe de la Banque mondiale tient des réunions périodiques pour évaluer la situation financière et structurelle du pays, en fonction des projets qu'il cofinance, afin de formuler des propositions.

« Le Congo devrait poursuivre et accentuer les réformes économiques du fait de la baisse de ses ressources ; les problèmes de trésorerie de l'Etat ont retardé le décaissement des fonds de contrepartie aux projets, ce qui retarde la mise en œuvre des projets ; l'agricul-

y compris le volet renforcement des capacités du ministère de tutelle.

En matière de la diversification économique fondée sur l'amélioration du secteur agricole, l'institution financière internationale mise sur les acquis des précédents projets. Le Congo et la Banque mondiale préparent une nouvelle stratégie sectorielle contenant un programme d'action prioritaire censée prendre le relais du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp), arrivé presque à terme. « Le rôle

FOIRE ÉGYPTIENNE

Lancement d'une promotion pour séduire du monde à Poto-Poto

Ouverte le 21 novembre, la 5^e édition de la foire commerciale égyptienne se poursuit à Brazzaville à la commune de Poto-poto, dans le 3^e arrondissement. Les organisateurs viennent de lancer une promotion sur les divers articles de décoration intérieure, des meubles et vêtements.

Le grand hall de la mairie de Poto-Poto offre une nouvelle fois son espace à « La maison moderne », la société égyptienne dirigée par Mohamed Megahed organisateur chaque année de la foire commerciale dans plusieurs pays d'Afrique et d'ailleurs.

Cette année, à Brazzaville, les produits exposés à la vente ont été minutieusement étudiés pour satisfaire les demandes des

Congolais. Un accent particulier est mis sur la décoration intérieure avec des salons modernes dessinés par des artisans égyptiens, des tableaux, des pots de fleurs, des tapis-salons et biens d'autres objets d'art. L'exposition a également renforcé le côté ustensile de cuisine avec des produits adaptés au contexte local, explique Karim Megahed, directeur général adjoint de l'exposition. Il se réjouit de la promotion que vient de lancer la foire. « Pendant les jours ouvrables, les produits sont vendus avec une réduction de 15%. Le week-end, il y a une réduction de 25% sur les prix », a indiqué Karim Megahed. Comme lors de toutes les expositions de « La maison moderne », le couloir destiné à la vente des



Une vue de l'exposition

habits ne désemplit pas. Costumes et habits pour enfants sont cédés à des prix hors concurrence. « Nous vendons de la

qualité, c'est du vrai coton ce que vous voyez là. Regarder nos tapis, c'est différent avec ce que vous achetez ailleurs car ce n'est

pas la même matière », a poursuivi Karim Megahed.

Installé à Poto-Poto, quartier cosmopolite et commercial qui abrite des échoppes de tout bord, le patron de « La maison moderne » dit ne pas craindre la concurrence du grand marché de Poto-Poto, « car conforté par la qualité de ses produits vendus d'ailleurs avec une garantie ». L'exposition commerciale qui bénéficie du soutien du ministère congolais du Commerce et de la mairie ferme ses portes le 31 décembre. La 5^e édition de la foire égyptienne, organisée en partenariat avec la Direction générale des foires et expositions nationales et la mairie de Poto-Poto, promet d'autres surprises lors des fêtes de fin d'année.

F.K.



JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

La JMS sera célébrée cette année sous le signe de renforcement des efforts de prévention innovants. La zone Afrique de l'Ouest et du Centre de l'ONUSIDA va commémorer la Journée Mondiale du Sida, cette année, dans un contexte de fort engagement en faveur du nouveau Plan d'urgence de traitement du VIH pour la région.

L'accent est placé sur la prévention avec comme thème « Levons la main pour la Prévention du VIH ». « Nous sommes heureux de célébrer la Journée mondiale du Sida cette année en sachant que les dirigeants de la Région se sont engagés pour la mise en œuvre de ce nouveau Plan qui va multiplier par trois, le nombre des personnes sous traitement VIH », a déclaré le Directeur régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr Djibril Diallo.

La Journée mondiale du Sida est célébrée le 1^{er} décembre de chaque année, mais la campagne couvre tout le mois de décembre. C'est l'occasion pour toutes les communautés de s'unir contre le VIH, de manifester le soutien aux personnes vivant avec la maladie et de se souvenir de celles qui ont perdu leurs vies à cause du Sida. Une série d'activités est prévue dans les 25 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Au Congo, seront organisés pendant ce mois, des conférences, des discussions ou échanges sur des approches novatrices de prévention et de traitement, y compris le dépistage volontaire du VIH et la consultation dans les centres de santé, ou dépistage mobile. Un engagement fort est attendu pour faire le lien entre les personnes vivant avec le VIH, les jeunes, les femmes et jeunes filles, les réseaux et associations avec les décideurs à tous les niveaux.

Cette année, l'ONUSIDA collabore avec différents partenaires (Ministère de la Santé, Conseil National de Lutte contre le SIDA, organisations de la société civile, Réseau des Personnes vivant avec le VIH, Association du personnel, etc...) dans l'organisation de multiples activités autour de la prévention et sensibilisation au VIH: séances d'information / débat, remise de véhicule de dépistage, relance de la campagne de dépistage mobile, sensibilisation des familles, etc.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune: « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies - le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable.

NÉCROLOGIE

Marien Ibara, journaliste en service à la presse présidentielle, les familles Anganga, Ngatsé, Koumou ; Itoua ; Issongo et Ngusso informent parents amis et connaissances du décès de leur mère, tante, sœur et belle-sœur « la veuve Ibara » née Ngatsé Pascaline ; décès survenu le mercredi 30 novembre 2016 au CHU de Brazzaville des suites d'une maladie. La veillée funèbre se tient au numéro 23 de la rue Enyellé à Ouenzé (croisement avenue Miadeka). La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



La famille Tchindika représentée par Monsieur Philippe Boussoukou, Mesdames Véronique LOEMBA et Emilienne SAFOU.
La famille Tchikondo représentée par Messieurs Jean Toussaint Loemba Max, Pierre Ebat Dello, Vincent Telliane-Tchicaya, Mesdames Florence Paka et Félicité Bouiti.
La famille Madoungou représentée par Messieurs Victor Batchi Bouanga, Alphonse, Djembo-Taty, Joseph Taty Désiré Loembet, colonel Joseph Sarlabout, Mesdames Florence Cardorelle et Marie Laure Moumbouli.
Les enfants Mayordome et Batangouna.
Messieurs Guy Germain Dellau, Roger Dellau, Alain Marc Dellot.
Mesdames Ama née Dellau Yvonne, Veuve Nzalakanda née Dellau Geneviève, Sambot née Dellau Blanche, Mboko née Dellau Pélagie, Sovka née Dellau Clémentine. Les enfants Gomas Jean Bernard, Chantal, Edith et Sylvie.
Informent les parents, amis et connaissances du décès de leur fille, sœur, tante et mère, la nommée Jacqueline Dellau, enseignante à la retraite, décès survenu ce dimanche 27 novembre 2016 à 17h30 à l'hôpital Général de Loandjili à la suite d'une courte maladie.
La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis sur l'avenue Saint Pierre non loin du foyer des anciens combattants.
L'inhumation aura lieu le mardi 6 décembre 2016 à 15h au cimetière familial de Mengo. Paix à son âme.

NÉCROLOGIE



M. Ndokagna Jean-Bruno, agent des Dépêches de Brazzaville, Ngabala Kevy, Ngabala Letype, Kouzy Doudou, Ofoueme Gladys, Tsimba le garçon et l'association "Le quartier d'abord" de PEPT ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur sœur, nièce, et amie Mbango Patricia survenu le 20 novembre à 20 heures, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°70 de la rue Louingui Poto-Poto.
L'enterrement est prévu le vendredi 2 décembre 2016.

IN MEMORIAM

28 novembre 1995-28 novembre 2016
Vingt-un (21) ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui notre cher maman Colette Mayinga. En ce jour de triste anniversaire ses enfants et petits fils, ainsi que Rock Taloulou agent des dépêches de Brazzaville Julien Loukouzi, Samba Clarisse, Samba Chantale prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Maman nous ne t'oublierons jamais. Repose en paix.



Ntsiakoulou David, Nzayoulou Gabin, agent des *Dépêches de Brazzaville* et famille informent les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, grand-mère, maman Bateza Julienne, le 24 novembre 2016 à Pointe-Noire des suites de maladie.
La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au quartier La Base non loin du Rond Point Ilama.
L'inhumation a lieu le jeudi 1^{er} décembre au cimetière municipal de Vindoulou à Pointe-Noire.



Vendredi 24 novembre 2006-Jeudi 24 novembre 2016
Voici presque, jour pour jour, dix(10) ans que Tata Nzambi'A Mpungu (Dieu tout puissant) rappelait à lui son humble serviteur, feu capitaine des forces Armées Congolaise(FAC), Anges Frédéric Léon Bikouta-Nkawoulou. Ainsi, en ce jour de triste anniversaire, ses mères, frères, sœurs, neveux et nièces... prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'observer une minute de silence et d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Anges, jamais, nous ne t'oublierons jamais!

**Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie
du Congo (ESCIC)
Rentrée académique en janvier 2017
Cours du soir pour Salariés**

Vous êtes salariés, vous souhaitez améliorer vos compétences et avoir un diplôme européen, plus de soucis, inscrivez-vous dans l'une de nos formations : Bachelor of Business Administration (BBA) Troisième année (Licence professionnelle et polyvalente) en français / diplôme de l'AMBA de Paris.

Master en Contrôle de Gestion (MCG) / diplôme de l'AMBA Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement (MQHSE) / diplôme de l'AMBA Paris
Master Management des Organisations / Entreprises (MMO) / (diplôme de l'AMBA Paris

Master of Business Administration (MBA) / diplôme de l'AMBA Paris
Master en Management des Ressources Humaines (MRH) / diplôme de l'AMBA Paris
Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.
Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com



Recrutement - Formation - Intérim - Management de la Performance & du Talent - Études RH

Quantico RH Sarl, votre partenaire de référence dans l'acquisition, le développement et la fidélisation de vos Ressources Humaines, vous convie pour les mois de décembre 2016 et janvier 2017 aux séminaires de formation ci-après :

INTITULE DES SEMINAIRES	PERIODES	LIEUX
Appréciation des performances et fixation d'objectifs	Du 19 au 23 Décembre 2016	Brazzaville
Les techniques d'élaboration et de suivi d'un budget	Du 16 au 20 Janvier 2016	Cotonou
Tout sur l'Audit Interne en 56 heures	Du 21 Janvier au 3 Février 2017	Dakar
Boostez votre Chiffre d'Affaire en haute saison : Les techniques de vente et la performance commerciale	Du 12 au 15 Décembre 2016	Brazzaville
Team Building et Retraite Stratégique : accueillez positivement 2017 avec une équipe soudée et engagée résolument PERFORMANCE la demande	A la demande	A la demande

Info line: info@quanticorh.com (+242) 06 930 49 01 / 05 578 78 43

Maître Ghislain Christian YABBAT-LIBENGUE
Notaire

Avenue Charles de Gaulle, premier étage immeuble ex air
Afrique face hôtel Elais, Tél : 06664.85.64 / 04432.52.12.
B.P : 5212, E-mail : yabbatchristian@yahoo.fr, Pointe-Noire
- République du Congo.

INSERTION LEGALE

TRANSHIP AND HUB LOGISTICS
Société Anonyme avec Conseil d'administration
au capital de 10.000.000 FCFA
Siège social : rue du Prophète Zéphirin Lassy
BP 674 - Pointe-Noire
CONGO
RCCM : CG/PNR/14 B 350

Aux termes d'une décision en date du 28 novembre 2016, la société GENERAL CIVIL WORKS Société Anonyme avec Conseil d'administration au capital de 10.000.000 Francs CFA dont le siège social est sis Boulevard Denis SASSOU NGUESSO - Enceinte de la SOPECO, Centre-ville à Brazzaville (Congo) et dont le numéro unique d'identification est CG/BZV/07B233 au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, a, en sa qualité d'associée unique de la société TRANSHIP AND HUB LOGISTICS, décidé la dissolution de ladite société entraînant la transmission universelle de son patrimoine à l'associée unique, selon les modalités fixées par les articles 200 et 201 de l'Acte uniforme OHADA, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Conformément à la loi, les créanciers de la société TRANSHIP AND HUB LOGISTICS peuvent faire opposition à la dissolution devant le Tribunal de Commerce de Pointe Noire dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Pour avis.

Pour insertion

Maître G. Christian YABBAT-LIBENGUE



Fiche de poste

**1 PRIMATOLOGUE AU PARC NATIONAL D'ODZALA-KOKOUA
(PNOK), RÉPUBLIQUE DU CONGO**



L'organisation AfricanParks:

AfricanParks est une organisation à but non-lucratif qui prend en charge la gestion à long-terme de parcs nationaux en partenariat avec les gouvernements et les communautés locales. En obtenant des partenariats et en adoptant une approche économique de la conservation, AfricanParks, financé par des donateurs, vise à rendre durable chaque parc sur le long-terme.

AfricanParks gère actuellement 8 parcs, avec une superficie totale de 5,9 millions d'hectares : Centre-africain, Tchad, République du Congo, République Démocratique du Congo, Malawi, Rwanda et Zambie. AfricanParks vise à gérer la plus large surface et la plus grande diversité de parcs d'Afrique.

Contexte et objectifs du parc:

En Novembre 2010 AfricanParks (AP) a signé un accord de partenariat avec le ministère du Développement durable de la République du Congo pour la gestion et le financement du Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) et sa périphérie. La gestion du parc se fera à travers la Fondation Odzala-Kokoua nouvellement créée qui supervise l'Unité de Gestion du parc. Le PNOK, situé au cœur de la forêt équatoriale du bassin du Congo, couvre près de 13.500 km². L'exceptionnelle valeur pour la conservation du PNOK inclut la présence de plus de 100 clairières (baïs), ainsi que l'une des plus importantes populations de gorilles de plaines de l'ouest et d'éléphants de forêt en Afrique Centrale.

L'objectif de ce projet d'habituation est de contribuer aux connaissances sur les gorilles, espèce menacée, mais surtout de développer et de

diversifier les activités du marché du tourisme au sein du PNOK. Il est en effet important que diverses offres touristiques soient disponibles pour que l'ensemble des communautés bénéficient des activités touristiques du parc. Le modèle conservation-recherche-tourisme lancé sur le site pilote de Ndzehi sera reproduit pour développer l'expérience touristique en forêt de plaine, et ce sur l'ensemble du paysage du parc. Les gorilles de plaine de l'ouest constitueront la principale attraction du parc pour les touristes. Ainsi, le projet vise à habituer plusieurs groupes de gorilles, et cela dans différentes régions à l'intérieur du parc.

Depuis l'été 2015, un groupe de gorilles est déjà en cours d'habituation et plusieurs prospections ont déjà été réalisées au sein du parc afin d'évaluer la densité de gorilles et la possibilité de débiter un processus d'habituation dans les différentes zones du parc.

Description du poste :

Localisation : Parc National d'Odzala-Kokoua, Cuvette-Ouest, République du Congo
Localisation du camp : Forêt
Services : communication radio et par téléphone satellite avec le Quartier Général (QG) du parc à Mbomo depuis la forêt; accès internet au QG du parc à Mbomo.
Emploi du temps : temps complet en forêt avec des retours réguliers au village de Mbomo (missions de minimum 3 semaines forêt / 1 semaine QG)
Fonctions
Le primatologue sera en charge de superviser l'équipe de pisteurs qui suit chaque jour le/les groupes à habituer. Il assurera également la création

d'un réseau de pistes adéquat (i.e. qui couvre le domaine vital des groupes focaux) afin de se déplacer rapidement au sein de la forêt et de plus aisément localiser et suivre les groupes en cours d'habituation. Il enseignera également la méthodologie aux équipiers et aux éventuels étudiants.

- gestion du camp
- gestion du personnel au camp
- pistage et suivi du protocole d'habituation
- communication avec le QG
- communication et compte-rendu réguliers sur le processus d'habituation
- assistance avec l'administration
- travail sous la supervision d'un chef de projet et du chef de service recherche et monitoring de l'unité gestion AfricanParks du PNOK

Qualifications/Expérience :

- Master 2 ou plus en écologie / environnement / zoologie / primatologie / biologie de la conservation
- au moins 1 ans d'expérience en Afrique centrale,
- au moins 6 mois d'expérience de séjour isolé en forêt tropicale humide
- supervision d'équipes pluriculturelles,
- suivi de primates sauvages en milieu naturel,
- suivi éco-éthologique de grands singes et/ou autres primates,
- habituation d'un groupe sauvage de primates de l'Ancien Monde,

Compétences indispensables :

- bonne forme physique,
- pas de problème de santé chronique,



TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !



LED 32" HD: 159 000 Fcfa	LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa	LED 55" FULL HD SMART: 599 000 Fcfa
	LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa	LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5



La Qualité à petit prix



Les Câbleries du Sénégal
LCS
Fil TH 1,5
7.000 FCFA



Les Câbleries du Sénégal
LCS
Fil TH 2,5
10.900 FCFA



Schneider Electric
Domaé
C25
2.900 FCFA



legrand
Prise Kaptika
400 FCFA



legrand
Multiprise 2P+T
6.900 FCFA



legrand
Hublot Rond
4.400 FCFA

6 Avenue Foch, près de la Mandarine centre ville Brazzaville République du Congo
Tél : 06 908 19 98 - 05 772 47 47 www.celecsa.com

3^e ÉDITION DES UNIVERSITÉS DU NUMÉRIQUE

Idriss Anthonin Bossoto sensibilise les jeunes aux avantages des TIC

Le manager général des universités numériques, Idriss Anthonin Bossoto, a relevé le 26 novembre à Brazzaville les avantages qu'apporte le numérique notamment en milieu universitaire. Il l'a fait savoir au cours d'un séminaire organisé par la plateforme Univ 2.0 regroupant un parterre d'étudiants de l'université Marien-Ngouabi et quelques férus du digital.

«Le numérique est un pilier important de l'accès du savoir et de l'information», a dit le manager Idriss Anthonin Bossoto, à l'ouverture du séminaire présidé par le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo. Celui-ci a estimé que grâce aux technologies en ligne, aujourd'hui, on a la possibilité d'apprendre à distance, en différé et cela, selon lui, grâce aux réseaux Internet et aux principaux acteurs du web et des modules de recherches que sont Google, Facebook, etc.

« Il y a également aujourd'hui

des applications qui permettent aux étudiants, aux élèves d'apprendre en temps réel. Cela peut être de l'anglais, des mathématiques et bien d'autres. Il y a également des innovations. On parle aujourd'hui du mobile Learning. Il s'agit de l'apprentissage à partir des terminaux mobiles tels que les tablettes, les téléphones portables ; ça peut se faire en ligne grâce à l'application ; simplement pour dire que les universités du numérique pour cette 3^{ème} édition ont pour ambition de sensibiliser la commu-

nauté étudiante congolaise sur l'apport des technologies dans leur apprentissage », a souligné Idriss Anthonin Bossoto, devant les représentants de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arcpe) ainsi que ceux de Airtel Congo. Pour sa part, le ministre des Postes et des télécommunications, Léon Juste Ibombo, a indiqué que « le numérique, encore mieux, les technologies de l'information et de la communication sont aujourd'hui ce qu'on appelle le pétrole du 21^{ème} siècle. Tout simplement parce que l'éthique participe à la croissance inclusive des nations ; et le Congo notre pays n'est pas en marge de cette nouvelle révolution ».

Guillaume Ondzé

DROITS HUMAINS

L'Adhuc et l'Acat-Congo pour une indemnisation des victimes de torture

L'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (Adhuc) et l'Action chrétien pour l'abolition de la torture Congo (Acat-Congo) ont suggéré le 29 novembre, au gouvernement de créer les conditions pour arrêter les arrestations arbitraires des citoyens congolais et de garantir le droit à la réparation des victimes de torture.

La doléance a été exprimée par le président de l'Adhuc, Loamba Moké lors d'un point de presse animé à Brazzaville, sur le thème : « les obligations et les engagements de la Ré-

qué, le sergent Jugal Mayangui âgé de 37 ans et le journaliste Augustin Kala-Kala ont été victimes des actes de torture. Ces actes sont supposés être commis par les agents incontrôlés qui se passent pour des agents de la force publique. « Le Congo a l'obligation d'interdire la pratique de la torture sur son territoire parce qu'il est signataire de la Convention contre la torture des Nations unies. La torture et les mauvais traitements surviennent le plus souvent aux premiers stades de la détention ; lors de l'arrestation ; du transport et des interrogatoi-



Loamba Moké lors de sa communication/Adi

public du Congo à la convention contre la torture des Nations unies et autres instruments relatifs aux droits de l'homme ».

L'objectif était de dénoncer l'usage exagéré de la torture, des traitements qualifiés d'inhumains constatés par les organisations non gouvernementales (ONG) de lutte contre ces pratiques, a expliqué le conférencier. Autre objectif, a-t-il dit, lutter contre l'impunité dont bénéficie la plupart des victimes et enfin demander au gouvernement de garantir le droit à la réparation des victimes de torture tel que consigné dans la Convention contre la torture.

En effet, a poursuivi Loamba-Mo-

res », a-t-il rappelé.

Déplorant la situation actuelle de la pratique des actes de torture et de détention arbitraire, meurtres en détention au Congo, Loamba Moké a souligné que les services des ONGs de défense et de promotion de droit de l'homme ont reçu depuis 2015, près de 250 cas de violations des droits humains. Outre ces cas, de nombreuses personnes vivent en clandestinité par peur des présaïles, a-t-il renchéri. A cet effet, l'Adhuc et l'Acat Congo ont pris quelques recommandations parmi lesquelles le renforcement des procédures de plaintes pénales et des sanctions contre les présumés auteurs d'actes de tortures.

Lydie Gisèle Oko

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Les élections professionnelles reportées sine die

Les élections professionnelles, initialement prévues du 1^{er} au 31 décembre 2016, dans les entreprises et établissements régis par le code du travail, selon la lettre circulaire du 4 novembre 2016, sont reportées sine die.

Pour le ministère du Travail et les partenaires sociaux, les conditions objectives du déroulement de ces élections sont fortement affectées par la persistance des faits conjugués ci-après : la désorganisation des entreprises agissant dans le secteur formel du fait de la dégradation continue du marché pétrolier et les pertes massives d'emplois enregistrés dans les différents secteurs de l'économie nationale altérant de manière significative la représentativité syndicale.

Notons que ce report des élections professionnelles est le résultat de l'accord conclu le 22 novembre 2016 à Brazzaville, entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Les deux parties ont convenu que les délégués du personnel élus en décembre 2013, dont le mandat a été prorogé par la lettre circulaire du 25 janvier 2016, demeurent en fonction dans les entreprises et établissements installés en République du Congo, jusqu'aux prochaines élections professionnelles.

Roger Ngombé

BRAZZA
Actualité-Economie-Politique
Express
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jedis à partir de 9h30

VISION 4

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

TNT CANAL+ AFRICA eutelsat TV+

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)

REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49



SI VOTRE BUREAU
RESSEMBLE À ÇA...

NOUVEAU
TOYOTA HILUX



POINTE-NOIRE
📍 : 13 Rue Côte Matève
☎ : +242 05 313 2997
☎ : +242 05 550 1778

BRAZZAVILLE
📍 : Bld Denis Sassou Nguesso
☎ : +242 05 313 2998
☎ : +242 05 504 9333

Conçu pour durer
et endurer.



TENDER ADVERT

RwandAir is the National Carrier for the Republic of Rwanda. RwandAir mission statement is “to provide unsurpassed, safe and reliable services in air transportation, including strategically linking Rwanda with the outside world, while ensuring a fair return on investment.” In line with these recent developments and expansion, RwandAir is interested in inviting qualifying bidders to participate in the following tender in RwandAir as mentioned below:

Tender no: 058/WB/10/2016 - 2017: Printing and branding services for RwandAir

For more information about these tenders: contact RwandAir website @ <http://www.rwandair.com/tenders>
Deadline for submission of bids is 18th November 2016 at 11:00 am Local time at the front desk of our Head Office located at Top Floor, Kigali International Airport.

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

L'Afrique du Sud lance un vaccin expérimental

Le lancement mercredi, en Afrique du Sud, du test du nouveau vaccin HVTN 702 ravive les espoirs de la communauté scientifique. C'est dire qu'une fois l'efficacité de cet essai clinique confirmée, elle pourrait enfin permettre de faire reculer la maladie à travers le monde.

Après plus de trente ans d'efforts pour trouver un vaccin contre le Vih, soit depuis l'identification du virus en 1983, la communauté scientifique espère que le HVTN 702 conçu par les laboratoires pharmaceutiques GSK et Sanofi est un vaccin prometteur contre le sida. Ce vaccin expérimental

sud-africain est une version renforcée d'une souche utilisée en 2009 en Thaïlande sur plus de 16.000 volontaires. La dose injectée avait permis de réduire de 31,2% les risques de contamination trois ans et demi après la première vaccination.

En Afrique du Sud, plus de 5.400 volontaires, hommes et femmes sexuellement actifs âgés de 18 à 35 ans, vont en quatre ans, recevoir cinq injections du vaccin dans quinze sites répartis sur tout le territoire. Les résultats de l'essai clinique, l'un des plus importants jamais entrepris, sont attendus pour 2020.

« Nous avons l'espoir que l'effica-

cité soit encore bien plus forte », s'est exprimé récemment devant les députés, le vice-président sud-africain Cyril Ramaphosa, soulignant ne pas ignorer que les traitements antirétroviraux (ARV) restent aujourd'hui de loin les plus efficaces contre la maladie.

Le directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses, Anthony Fauci, a estimé que s'il est « utilisé en même temps que les outils de prévention à l'efficacité prouvée, le HVTN 702 pourrait constituer le coup de grâce contre le Vih ».

Malgré les espoirs suscités par ce vaccin, les spécialistes insis-

sent sur la nécessité de ne pas baisser la garde face à la maladie. « Un vaccin efficace changerait la donne, mais ces essais vont prendre des années (...). Nous devons continuer à utiliser les autres moyens de prévention pour réduire les nouvelles contaminations », a souhaité le Dr Morris de l'Institut national sud-africain des maladies transmissibles.

Le choix de l'Afrique du Sud pour tester ce vaccin à grande échelle n'est pas fortuit. Il s'explique au fait que ce pays enregistre plus de 7 millions de personnes vivant avec le Vih, soit un taux de prévalence de plus de 19%, l'un des

plus élevés au monde.

Les essais du nouveau vaccin sont conduits par les Instituts nationaux américains de la santé (NIH), le Conseil sud-africain de la recherche médicale (SAMRC), la Fondation Bill et Melinda Gates, les laboratoires Sanofi Pasteur, GlaxoSmithKline et le Réseau d'essais des vaccins contre le VIH (HVTN).

Notons que selon une étude publiée en juillet dernier, lors d'une conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud, environ deux millions et demi de personnes sont infectées chaque année par le virus du sida.

Nestor N'Gampoula

L'OMS définit les nouvelles lignes d'orientation sur l'auto-dépistage

Prélude à la célébration, le 1er décembre de la journée mondiale de lutte contre le Sida, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié le 29 novembre, un rapport précisant les nouvelles lignes directrices sur l'auto-dépistage du Vih. La stratégie permettra d'améliorer l'accès au diagnostic sur la maladie et son utilisation effective.

Ce document souligne que l'insuffisance du nombre de diagnostics du Vih constitue un obstacle et un frein majeur pour la mise en œuvre des recommandations de l'agence onusienne. Notamment, celles qui préconisent de proposer le traitement antirétroviral (TAR) à toute personne séropositive. « Plus de dix huit millions de séropositifs sont actuellement sous TAR et un nombre important n'arrivent toujours pas avoir accès au traitement. Parce que, la majorité d'entre eux ignorant leur statut. Actuellement, environ quatorze millions représentant 40% de personnes porteuses de la maladie ne connaissent pas leur statut. Ce qui fait qu'ils soient exposés à un risque élevé d'infection et qu'il éprouvent des difficultés d'accéder aux services de dépistage existants », indique l'expertise. Tout en

déplorant un fait selon lequel, des millions de personnes atteintes de la maladie ne bénéficient toujours pas du traitement indispensable qui peut également empêcher de transmettre le virus à autrui. Insistant sur l'importance de l'auto-dépistage, la directrice générale de l'OMS, Margaret Chan a précisé que l'auto-dépistage qui est une stratégie de lutte, devrait permettre à de nombreuses personnes de connaître leur statut et de savoir comment obtenir le traitement et l'accès aux services de prévention. « L'auto-dépistage signifie que les gens peuvent utiliser la salive ou le sang pour connaître leur statut en privé, notamment dans un endroit confortable pour eux. Mais, il est conseillé à ceux qui ont un résultat positif d'aller faire un test de confirmation dans un dispensaire. C'est pourquoi, l'OMS recommande que soit délivrées à ces personnes, des informations nécessaires susceptibles de les rapprocher aux services de conseil, de prévention et de traitement », a ajouté, Margaret Chan, en arguant que l'auto-dépistage du VIH est un moyen d'atteindre davantage de personnes dont l'infection n'est pas diagnostiquée et il représente une avancée pour leur donner les moyens de faire un diagnostic à temps et

avant l'évolution de la maladie. Environ 80% de personnes atteintes de la maladie dans le monde sont mises sous traitement antirétroviral (TAR). Indiquant les statistiques, ce rapport signifie également que, entre 2005 et 2015, la proportion de personnes connaissant leur statut est en augmentation. Car, elle est passée de 12% à 60% au niveau mondial. Et, cette augmentation du dépistage dans le monde a abouti à ce que plus de 80% des personnes ayant acceptées d'être diagnostiquées soient sous TAR. Par ailleurs, selon l'enquête, la couverture reste faible dans certains groupes de population. Par exemple, les taux mondiaux pour la couverture du dépistage révèlent que la prévention et le traitement sont plus faibles chez l'homme que chez la femme. « Les hommes ne représentent que 30% des personnes ayant fait le test de dépistage du Vih Par conséquent, les hommes séropositifs ont une moins grande probabilité d'être dépistés et mis sous traitement antirétroviral. Les nouvelles lignes directrices de l'OMS préconisent des moyens d'aider les personnes séropositives pour le Vih à prévenir leurs partenaires et à les encourager à se faire dépister », conclut, le rapport.

Rock Ngassakys

Une maladie encore méconnue par les jeunes

Deux tiers des jeunes n'ont pas une connaissance juste et complète du VIH, selon le rapport 2016 sur le clivage en matière de prévention, indique la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, dans son message publié en prélude à la commémoration de la journée mondiale de lutte contre le SIDA

Cette méconnaissance est associée à d'autres facteurs tels que le manque d'accès à des services adaptés, la stigmatisation ; la discrimination et les inégalités structurelles, explique-t-elle.

La journée internationale de la lutte contre le SIDA est célébrée à travers une campagne intitulée « Hands up for HIV prévention », par l'Onusida. Ceci, poursuit Irina Bokova, appelle à donner un nouvel élan aux efforts

de prévention afin d'accélérer la riposte et de mettre fin à l'épidémie de SIDA d'ici à 2030. « Depuis plus de 20 ans, l'Unesco aide les pays à faire avancer leur programme de prévention, par son action de promotion d'une éducation complète à la sexualité et par le biais d'autres questions de santé majeures telles que le renforcement de la réponse du secteur de l'éducation à la consommation de la substance psychoactive et la prévention de la violence fondée sur le genre ; l'identité de genre ou l'orientation sexuelle en milieu scolaire ».

Soulignant que malgré les efforts déployés pour intensifier la riposte au SIDA, près de 2000 nouvelles contaminations sont recensées chaque semaine chez les adoles-

centes et jeunes femmes en Afrique du sud. « L'éducation à elle seule n'est pas une panacée, mais sans elle, d'autres moyens de prévention-que ce soit l'usage du préservatif ou prophylaxie pré-exposition ne rempliront jamais toutes leurs promesses ».

Au terme de ses propos, la directrice générale a indiqué que cette approche s'inscrit dans la nouvelle stratégie de l'Unesco pour l'éducation au service de la santé et du bien-être qui s'aligne sur les objectifs de développement durable ainsi que les stratégies de l'Onusida 2016-2021. Elle traduit la reconnaissance croissante des liens importants qui existent entre l'éducation, la santé et le bien-être.

Lydie Gisèle Oko

PCT FRANCE-EUROPE

Une délégation échange avec l'ambassadeur Rodolphe Adada

À l'occasion du 58^e anniversaire de la proclamation de la République du Congo, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo en France, Rodolphe Adada, s'est entretenu, le 29 novembre, avec des membres du secrétariat général du PCT en France-Europe que dirige Patrick-Gabriel Dion. Au menu des échanges, l'insécurité dans le Pool, la vie du PCT au Congo et en France, ainsi que la problématique de la diaspora dans l'Hexagone.

« L'ambassadeur s'est montré sensible à la communauté congolaise de France qui malheureusement est divisée. Nous avons fait des propositions et nous allons travailler afin qu'il y ait plus d'unité », a expliqué Patrick-Gabriel Dion au sortir de l'entrevue, à laquelle ont pris part Ludovic Kokolo, Léa Patricia Mokoko et Alain Poaty.

Ainsi, a-t-il ajouté, « l'ambassadeur est un diplomate chevronné et pragmatique. Nous lui avons présenté nos doléances liées à la communauté congolaise en France et à notre parti ». La délégation PCT France -Europe a proposé à l'ambassadeur Adada la création d'infrastructures du vivre ensemble de la commu-

nauté congolaise en France avant de lui soumettre le concept du « Congo fraternel et uni », une initiative destinée à fédérer la diaspora afin de travailler ensemble pour construire le pays. Les deux parties se sont engagées à poursuivre les échanges autour de ces questions dans les prochaines semaines.

Rappelons que Rodolphe Adada est le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en France. Il a présenté ses Lettres de créance au président François Hollande le 9 novembre dernier. Il succède à Henri Lopès qui a occupé ce poste pendant près de 18 ans.

Rose-Marie Bouboutou

FRANCE/CAMEROUN

Don de véhicules militaires français à l'armée camerounaise

Dans le cadre de la coopération militaire bilatérale franco-camerounaise, l'ambassadeur de France au Cameroun, Gilles Thibault, a remis au ministre délégué chargé de la Défense, Joseph Beti Assomo, un don de dix véhicules tactiques et cinq camions de transport dont un sanitaire tout-équipés, indique un communiqué.

D'une valeur de 656 mille euros, ces véhicules déjà équipés d'armements et de matériel de transmission et accompagnés de fusils de précision, de casques et de gilets pare-balles sont destinés aux unités spéciales de l'armée camerounaise. Pour la France, « ce soutien matériel est l'une des manifestations concrètes du renforcement » de sa solidarité avec le Cameroun dans la lutte contre Boko Haram. Il s'agit là d'un complément des actions de formation des éléments français au Gabon (EFG). Outre la formation et l'équipement d'unités spéciales, la coopération militaire entre la France et le Cameroun s'est accrue depuis un an, notamment dans le domaine du déminage et du partage d'informations afin d'accompagner la lutte contre les groupes armés terroristes, conclut le communiqué. Le Cameroun tient une place de choix au sein de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique centrale et dans le golfe de Guinée.

Noël Ndong



Ambassade de la République d'Angola en République du Congo

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Ambassade de la République d'Angola en République du Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères, DE LA COOPÉRATION ET DES CONGOLAIS DE L'ÉTRANGER, aux Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Organisations Internationales accréditées en République du Congo et, a l'honneur d'informer que le Gouvernement de la République d'Angola procédera au lancement en orbite, en 2017, de son premier satellite dénommé "Angosat 1".

Cette opération permettra que le signal des Tics couvre tout le territoire national dans le cadre du plan stratégique de la gouvernance électronique.

Le signal "Angosat 1" boostera d'autres affaires pour la République pour avoir une capacité d'illumination qui va de l'Afrique du Sud à l'Italie. Ceci fera de l'Angola un centre de trafic de l'internet en Afrique.

L'Angola possède actuellement 22 mil kilomètres de la fibre optique, 14 millions 036 mil utilisateurs de téléphonie mobil, 288 mil 407 du réseau fixe, 4 millions 364 mil accès à l'interne.

Avec Angosat 1, L'Angola sera ouvert à la coopération et l'investissement étrangère avec les pays qui ont l'intérêt de participer à ce projet pour le développement économique et sociale. A cet effet, l'organe de tutelle (le Ministère de télécommunication - www.mtti.gov-.ao) est disposé pour tout contact y relatifs.

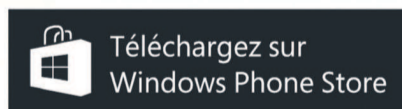
L'Ambassade de la République d'Angola en République du Congo, saisie cette opportunité pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Congolais de l'Étranger, aux Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Organisations Internationales accréditées en République du Congo, les assurances de sa plus haute considération.

BRAZZAVILLE, LE 21 NOV 2016.

BGFIMobile

La banque dans votre Mobile

Souscrivez à BGFIMobile et gérez vos achats et opérations bancaires depuis votre mobile sans vous déplacer



Ecoute - Qualité - Client
Tél.: 81 88
Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



CONGO/ETATS-UNIS

Les jeunes Congolais invités à postuler au programme Yali

Le directeur du Centre régional de leadership sur l'initiative en faveur des jeunes leaders africains (Yali), Mark T. McCord a incité le 29 novembre à Brazzaville les jeunes, ainsi que les partenaires publics et privés Congolais à intégrer le Centre régional de leadership basé à Nairobi au Kenya.

« Au-delà de tout, nous voulons tout d'abord mettre en exergue la qualité de la formation des jeunes congolais qui rentrent du centre,

beaucoup appris, non seulement comme des futurs employés, mais aussi comme des partenaires avec lesquels ils peuvent travailler pour contribuer au développement du Congo », a-t-il ajouté. A ce jour, a-t-il indiqué, 22 participants du Congo Brazzaville ont déjà terminé leur formation, et 6 autres prennent encore des cours à Nairobi.

« Nous sommes insatisfaits car nous voulons assez de jeunes congolais pour être formés dans ce centre, par ce que notre objectif

et leur satisfaction tout en affirmant leur volonté de développer leurs acquis au niveau national avec le soutien de l'Ambassade des Etats-Unis. L'initiative des jeunes Africains (Yali) a été lancée par le président des Etats-Unis, Barack Obama pour accompagner une génération émergente de leaders africains.

Pour être éligible, il faut être citoyen d'un pays africain au sud du Sahara, écrire et parler couramment la langue anglaise et être âgé entre 18 et 35 ans au moment de la demande.



Mark T. McCord exposant sur le programme Yali crédit photo adiac

ensuite, mesurer l'impact créé dans leur communauté. Nous croyons qu'il est important de diriger dans son pays, car le leadership n'est pas une destination mais plutôt un voyage », a déclaré Mark T. McCord. « Nous souhaitons que le secteur privé en particulier considère ces jeunes qui ont

est de saturer le Congo des jeunes qui seront transformés grâce à ce centre régional de leadership », a souhaité le directeur du centre régional. Au cours de cette rencontre, les invités ont suivi tour à tour les exposés des Congolais bénéficiaires du programme Yali. Ces jeunes leaders ont partagé leur enthousiasme

Autres critères de sélection : avoir un bon bilan de leadership, posséder de bonnes performances académiques, avoir une bonne expérience dans le domaine choisi et s'engager à retourner en Afrique pour faire bénéficier la formation aux autres jeunes.

Yvette Reine Nzaba

Brèves

RCA

Préoccupée par les récentes violences dans la région de Bria, la France a appelé les groupes armés à cesser toute violence et à rejoindre le programme de désarmement et réinsertion lancé par les autorités centrafricaines. Des affrontements des 21 et 22 novembre entre groupes armés de l'ex-rébellion Séléka ont fait 85 morts, essentiellement des Peuls, dans la région de Bria. La France soutient l'action de la Minusca dans son mandat de protection des populations civiles. Malgré les efforts consentis des forces étrangères, la violence subsiste et une grande partie du territoire échappe au contrôle de l'Etat.

Rwanda

Le bureau du Procureur général a ouvert une enquête sur le rôle de 20 officiers français dans le génocide de 1994. Cette enquête permettra aux autorités de voir si ces officiers devraient être mis en accusation ou non. Le Rwanda accuse depuis des années la France de participation au génocide, qui a fait environ 800.000 morts, essentiellement parmi la minorité Tutsi. La relation entre les deux pays a pris un nouveau tournant depuis que la justice française a rouvert une enquête afin d'entendre le témoignage d'un ancien chef d'Etat-major rwandais qui accuse l'actuel président, Paul Kagame, d'avoir été l'instigateur de l'attentat contre Juvénal Habyarimana.

Méditerranée

1.400 migrants partis de Libye à bord de 13 embarcations de fortune, à la faveur d'une fenêtre météo ont été secourus lundi en Méditerranée. Les autorités italiennes ont annoncé, avant les secours du jour, avoir enregistré un nombre record d'arrivées par la mer cette année : plus de 171.000 migrants, soit déjà 19% de plus que l'année dernière et 4,5% de plus qu'en 2014, qui avait été une année record. Ces nouveaux arrivants viennent essentiellement du Nigéria (35.700), d'Erythrée (20.000), de Guinée (12.300), de Côte d'Ivoire (11.400) et de Gambie (11.000), ainsi que d'autres pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi du Bangladesh (7.500).

Pétrole

Les cours du pétrole en forte hausse mercredi dans les échanges européens, portés par l'espoir d'un accord sur la limitation de la production au moment où l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se réunit à Vienne. Vers 09H55 GMT, le cours du baril de Brent pour livraison en janvier gagnait 2,41 dollars par rapport à la clôture de mardi, à 48,79 dollars, et le WTI pour la même échéance prenait 2,17 dollars, à 47,40 dollars, en hausse respectivement de 5,20% et 4,80%. L'Arabie saoudite s'est déclarée mercredi « optimiste » concernant la conclusion d'un accord à Vienne.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

TOURISME

Arlette Soudan-Nonault entend développer le Lac Nanga

C'est à l'issue de la visite qu'elle a effectuée sur cet ancien site situé au quartier Nanga à Ngoyo dans le sixième arrondissement de Pointe-Noire, encore à l'étape naturelle, que la ministre du Tourisme et des loisirs a pris cet engagement.

Accompagnée de l'administrateur maire de Ngoyo, Yolande Ketta Banguid, la ministre du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan-Nonault, s'est entretenue avec les habitants du quartier Nanga. Un plaidoyer y a été fait sur la construction des routes. Ce site peut être accédé par deux voies ; celle de Ngoyo en passant par le péage et celle de Fond Tié-Tié.

Arlette Soudan-Nonault s'est engagée à développer et à promouvoir ce site. Elle s'est dite ravie de visiter le Lac Nanga et surtout d'être accueillie par les populations qui sont conscientes du potentiel touristique de ce site. En effet, sur ce site se trouvent des berges et un îlot, où l'on déguste le jus de noix de coco et le vin de palme. On pratique également la pêche dans ce lac.

« Je suis ravie de venir ici. Nous sommes-là devant l'em-

barcadère, et j'ai appris pour ma culture que le président Marien Ngouabi a accosté ici et a embarqué également là. Ça me touche parce qu'il y a une histoire en ces lieux. Nous avons un potentiel touristique naturel, avec un écotourisme qui nous donne envie de venir ici régulièrement », a dit la ministre, s'adressant à la presse.

Quant à savoir comment attirer les touristes, Arlette Soudan-Nonault a révélé que les touristes viennent au quotidien à cet endroit; il revient au ministère de redonner un cadre, de faire des appels d'offres restreints des différents opérateurs.

« Nous avons déjà des structures implantées (des bungalows, du personnel qui entretient). C'est pourquoi, en collaboration avec madame le maire, le chef de quartier, les habitants de cet arrondissement, tous ceux qui résident et travaillent ici au quotidien, nous allons faire des appels d'offres restreints pour avoir des partenaires auxquels nous allons transmettre les attentes qui sont les nôtres dans ce qu'on appelle un cahier de charges afin qu'il y



La photo de famille avec un échantillon des habitants du quartier Nanga

ait un exploitant qui vienne ouvrir et qui nous verse simplement les taxes tout en respectant la réglementation en vigueur. C'est une manière de prendre en compte et de faire la promotion de ce site », a-t-elle indiqué.

Le chef du quartier Nanga, s'est dit satisfait de la visite

du lac Nanga par la ministre du Tourisme et des loisirs. Il espère que ce site, pourra enfin connaître son développement.

« Ce site a mis du temps. Nous avons reçu trop de promesses, mais nous sommes rassurés cette fois de celles faites par madame la ministre. Le développement de ce site

va permettre aux jeunes de Nanga et ceux venant d'ailleurs qui sont formés d'avoir du travail, ce qui réduira du coup le chômage. Nous prions seulement que la route soit construite pour qu'il y ait un accès facile », a-t-il indiqué.

Bruno Okokana

JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

Lancement à Kinshasa du nouveau traitement anti-VIH

Après quinze années de recherches scientifiques et d'essais cliniques, le médicament Immunorex-DM28 découvert par un chercheur africain va être finalement disponible en Afrique.

La date du 1^{er} septembre, consacrée à la journée mondiale du sida, revêt une signification toute particulière pour la République démocratique du Congo en ce sens qu'elle coïncide avec le lancement sur son sol du nouveau traitement anti-VIH Immunorex-DM28 en Afrique. Premier pays du continent à avoir accordé une autorisation de mise sur le marché (AMM), la RDC a naturellement été choisie pour servir de rampe d'accès de ce médicament sur le continent. Pour donner un éclat particulier à l'évènement, une série des conférences ont été prévues à Kinshasa dans le cadre des journées scientifiques dont la clôture intervient ce 1^{er} décembre.

La capitale de la RDC est honorée depuis quelques heures par la visite d'éminents scientifiques et chercheurs venus d'horizons différents juste pour apporter leur bénédiction à la nouvelle trouvaille contre le sida. Comme hôtes de marque, l'on cite, entre autres, le Pr Mark Wainberg, directeur du Centre sida de l'Université McGill à Montréal et co-inventeur du traitement antirétroviral le 3TC et son collègue Jean Claude Chermann, rétrovirologue qui dirigea l'équipe ayant découvert et isolé le

virus VIH 1 & 2 à l'Institut Pasteur en 1983. Placées sous l'égide du ministère la Santé de la RDC en partenariat avec le Plan national de lutte contre le sida (PNLS) ainsi que l'institut français IDRSI, ces conférences serviront d'opportunité à tous ces scientifiques de plancher sur les thématiques liées au VIH-sida tout en éclairant la lanterne des participants sur le programme Immunorex-DM28 dont l'Institut IDRSI est partenaire.

Que faut-il finalement retenir du nouveau médicament Immunorex-DM28 ? Il s'agit, d'après les spécialistes, d'un immuno-modulateur (booster du système immunitaire) qui, dans le cadre de l'épidémie du sida, est la première et unique cible du virus VIH. Élaboré par le Pr Donatien Mavoungou, chercheur africain, biochimiste et directeur du Centre de recherche des pathologies hormonales (CRPH) de Libreville au Gabon, le médicament présente diverses propriétés. Outre le renforcement et la restauration du système immunitaire, la molécule intervient également dans le blocage de la réplication du virus. Il a également des propriétés à interagir dans les cas des résistances aux antirétroviraux. La thérapie se présente sous trois formes, à savoir en comprimé de 25mg, en gélule et sous forme injectable. Indépendamment du HIV, le médicament a aussi donné d'excellents résultats sur diverses maladies opportunistes, telles que la tuberculose, l'hypertension artérielle, le diabète, la dé-



Un échantillon d'Immunorex-DM28

mence mais également dans le cas de l'épidémie Ébola et du paludisme.

Après quinze années de recherches scientifiques et d'essais cliniques laborieux, la lutte contre le VIH-sida est sur le point d'atteindre son dénouement via la découverte d'Immunorex-DM28. Le médicament va être désormais disponible à travers le monde et prioritairement en Afrique. Il est à noter que sur le vingt-deux millions

des personnes dans le monde n'ayant pas accès à un traitement anti-VIH, près de deux tiers sont des Africains. Bien plus, il ressort des récentes statistiques que sur les 7500 nouvelles contaminations dans le monde, plus des deux tiers ont été recensées sur le continent africain. De sorte qu'aujourd'hui, l'Onusida estime à 37 millions les personnes infectées sur la planète dont les deux tiers en Afrique. Ce qui veut dire que la priorité accordée à l'Afrique pour le lancement et la promotion de ce nouveau produit est amplement justifiée. Dans un continent où chaque jour sont comptabilisés huit mille décès à cause du sida et ceci uniquement parce que nombre de personnes n'ont pas accès à des soins et ne peuvent obtenir un traitement antirétroviral, l'avènement d'Immunorex-DM28 se présente donc comme une providence divine pour nombre des malades. L'un des objectifs visés est que le traitement Immunorex-DM28 soit distribué à un prix raisonnable, permettant ainsi à un très grand nombre de malades d'y avoir accès, indique-t-on. Le sida, qui a déjà tué depuis son apparition en 1981 plus de trente millions d'individus à travers le monde, est en passe d'être éradiqué sur la surface de la terre grâce à cette nouvelle donne thérapeutique conçue et élaborée par une équipe africaine et fabriquée également sur le continent, précisément en Afrique du Sud.

Alain Diasso

OPPOSITION

Bruno Tshibala libéré après plus de sept semaines de détention

Le secrétaire général adjoint de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Bruno Tshibala, a été libéré le 29 novembre de l'ex-prison centrale de Makala.

Bruno Tshibala a quitté sa cellule de l'ex-prison centrale de Makala. Il est, depuis lors, un homme libre même si aucune indication ne renseigne à ce jour s'il est passible ou pas des poursuites judiciaires. Ce cadre de l'UDPS a tenu, dès sa sortie de prison, à aller faire allégeance au président de son parti qui l'a reçu dans la soirée, apprend-on. Dans le camp de l'UDPS, on salue cette libération tout en précisant que l'intéressé a été libéré sans qu'un procès ait été ouvert à sa charge. Ceci, de l'avis du porte-parole du parti Augustin Kabuya cité par l'AFP, est une preuve supplémentaire qui atteste que son arrestation était dictée par des motivations politiques.

L'on se rappelle qu'ayant eu vent de l'arrestation de son secrétaire général adjoint, l'UDPS était monté au créneau pour dénoncer ce qu'il avait qualifié d'une « provocation de la mouvance kabiliste ».

Notons toutefois que la libération de Bruno Tshibala intervient près de deux semaines après la nomination de Samy Badibanga, transfuge de l'UDPS, au poste de Premier ministre, en application de l'accord politique issu du dialogue signé en octobre entre la majorité et une frange minoritaire de l'opposition. D'aucuns y voient là un signe de dégel que veut donner le pouvoir pour favoriser la décrispation du climat politique au moment où l'on amorce le décompte de la fin du mandat consti-

tutionnel du chef de l'État actuel. L'UDPS, qui continue d'agiter la menace de manifestations populaires à l'échéance du 19 décembre pour contraindre Joseph Kabila à partir, paraît relativiser la portée de



Bruno Tshibala

cette libération qui est loin d'émouvoir ses cadres. Pour rappel, Bruno Tshibala avait été arrêté le 9 octobre à l'aéroport international de N'djili par les services de sécurité alors qu'il voulait se rendre en Belgique. Il était accusé d'être l'un des organisateurs de la marche de l'opposition qui a dégénéré et occasionné plusieurs dizaines des morts en septembre dernier à Kinshasa.

A.D.

MONNAIE

Le franc congolais en perte de vitesse

Depuis quelques jours, la monnaie congolaise se déprécie de plus en plus par rapport au dollar américain. Alors qu'il s'est échangé contre 1 000 francs congolais (FC), pendant plusieurs semaines, 1 dollar américain s'échange actuellement à 1225 FC à Kinshasa.

Dans les milieux des cambistes, cette décote constante et continue du franc congolais est attribuée à la rareté des devises étrangères sur le marché. Aussi la monnaie RD-congolaise perd-elle, au fil des jours, un peu plus de confiance chez les consommateurs. Dans la logique d'une économie presque totalement extravertie comme celle de la RDC, cette dépréciation du franc congolais face à la devise américaine ne devait plus étonner. Dès lors que le pays produit peu, il ne peut, par conséquent, prétendre se constituer d'importants matelas de devise d'exploitation. Le franc congolais avait entamé cette dégringolade aux enfers depuis la deuxième quinzaine du mois de juin dernier, passant de 92 à 1225 FC. Les cambistes rencontrés dans des bureaux de change du district de la Funa, dans la partie ouest de Kinshasa, se disent être considérablement perturbés par la rareté du dollar américain sur le marché. Selon ces changeurs de monnaie, il existe actuellement dans le marché des biens et services une forte demande du dollar américain par rapport au

franc congolais. Les monnayeurs rapportent qu'il leur est difficile actuellement d'écouler leurs liasses en franc congolais. « *Le dollar est tellement rare actuellement que brader un montant de 500 USD relève du miracle* », a fait savoir un cambiste. L'on se demande si on ne va pas petit à petit vers la situation que connaît actuellement l'Angola en matière de devises étrangères.

Des changeurs de monnaie abor-dés n'ont pas visiblement eu des idées claires pour expliquer les raisons étant à la base de ce phénomène. Ils attribuent, pour la plupart d'entre eux, cette rareté du dollar américain par la méfiance qu'entretient actuellement la population vis-à-vis du franc congolais. L'instabilité de la monnaie locale amène la population à geler les devises au lieu de les brader. Les commerçants s'avèrent les premiers à payer le prix lourd de cette faible circulation du dollar américain sur le marché, d'autant plus qu'ils sont tenus à acheter les marchandises en dollar américain auprès des fournisseurs. Une situation qui fragilise les établissements. « *Nous achetons actuellement nos marchandises à des montants de loin supérieurs à ce qu'on aurait dépensé si on achetait en dollar. Ce qui a pour corollaire la dégringolade de notre stock en marchandises, voire de nos capitaux* », a déploré un commerçant.

Martin Engimo

NORD-KIVU

Le sud de Lubero déclaré « zone sans armes »

À la suite du dernier massacre d'une trentaine des civils à Luhanga au nord de Goma, il a été décidé que l'armée puisse renforcer sa présence dans la zone, puis planifier une opération de traque contre toutes les milices armées.

Le récent massacre, qui a eu lieu à Luhanga, un petit village situé dans le groupement Itala, à environ 200 kms au nord de Goma (Nord-Kivu) au sud du territoire de Lubero, a laissé un arrière-goût âcre auprès d'une population éplorée qui a difficile à s'en remettre. Environ trente personnes ont été tuées par des hommes armés dans la nuit de samedi 26 à dimanche 27 novembre. Les sources onusiennes parlent d'un massacre à caractère ethnique lors d'une attaque d'un camp des déplacés hutu par une milice Nande dans le coin du pays. De passage le 29 novembre sur le lieu de cette tragédie accompagné par une délégation mixte gouvernement provincial-Monusco, le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku a déclaré le sud du territoire de Lubero « zone sans armes ».

Il sera dorénavant question d'assurer la répression de la détention illégale d'armes dans la zone. Autrement dit, ne seront désormais autorisés à détenir les armes que les militaires et policiers. « (...) On ne peut accepter que trente à quarante personnes meurent à la suite du banditisme. Nous devons vraiment nous préoccuper des vies humaines », a martelé le gouverneur, non sans émotion. Concernant les dispositions sécuritaires qui sont prises pour stabiliser le secteur, il a annoncé le renforcement d'une présence accrue des Fardc dans la région soutenue par une opération de traque contre toutes les milices armées opérant dans cette partie du pays. Et d'ajouter que des dispositions seront prises par la justice militaire pour ouvrir une enquête au sujet du massacre de Luhanga et s'assurer que les auteurs seront punis.

Entre-temps, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) en RDC a, dans un récent communiqué, noté que « la situation ne s'est toujours pas améliorée » et que de nouvelles violences inter communautaire sont à craindre dans les territoires de Rutshuru, de Walikale et de Lubero dans le Nord-Kivu.

Alain Diasso

DIVISION 1 ZONE OUEST

FC MK désillusionne RC Kinshasa, Dragons surplombe Shark XI

Le championnat national de football dans la zone de développement ouest réserve quelques surprises. Pointé favori dans le cadre de la 13^e journée, le Racing Club de Kinshasa (RCK) a cependant perdu, le 29 novembre, au stade des Martyrs de Kinshasa face au FC MK de l'homme d'affaire Max Mokey suspendu pour six mois avec interdiction d'accès dans les installations sportives.



FC MK de Kinshasa

Deux buts à un, c'est le score en faveur des FC MK. Wane Leba a ouvert la marque pour FC MK à la 23^e minute, avant l'égalisation du RC Kinshasa à la 56^e minute par l'entremise de Kiala Lassa. Mais Kapayi Masudi a inscrit le but de la victoire du FC MK à la 79^e minute, permettant au FC MK de totaliser 16 points. Le RC Kinshasa garde sa quatrième place au classement 22 points. Dans l'autre match de cette 13^e journée, Dragons a dominé Shark XI FC par la marque de trois buts à zéro.

Dans la zone de développement centre sud, la JS Groupe Bazano a surpris, ce même mardi au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, le FC Saint-Eloi Lupopo par un but à zéro. Et Lubumbashi Sport a défait CS Don Bosco par la même marque d'un but à zéro. Et la rencontre entre la formation de Dibumba de Tshikapa et le FC Simba de Kolwezi a été reportée à une date ultérieure par la Ligue nationale de football, instance organisatrice de la Division 1.

Martin Engimo

HANDBALL FÉMININ – 22^e CAN

La RDC s'incline devant le Sénégal

La RDC a perdu son match d'entrée de la 22^e Coupe d'Afrique des nations de handball féminin face au Sénégal. La compétition se joue en Angola et met en compétition neuf nations après le forfait déclaré par l'Égypte.



Les Léopards dames handball de la RDC

Les Léopards dames handball de la RDC ont perdu leur première rencontre de la phase finale de la 22^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) féminin de la spécialité en Angola. Vice-championnes d'Afrique, les pouliches du sélectionneur Célestin Mpoua se sont inclinées face aux Lionnes de la Teranga par 22 buts à 28. À la pause déjà, les Sénégalaises disposaient d'une avance de 15 buts à 10. La joueuse Awa Diop a été désignée femme de match, alors que le sélectionneur de la RDC a admis la supériorité de l'adversaire.

Pour leur deuxième sortie, les Congolaises de la RDC affrontaient, le 30 novembre, les Éléphants dames de la Côte d'Ivoire au gymnase du Pavillon des Sports de Luanda. Une victoire est impérieuse pour espérer se relancer après la défaite de la première

journée. Et en troisième journée de la phase des poules, la RDC s'explique avec le Cameroun ce 1^{er} décembre, alors que le Sénégal jouera contre la Côte d'Ivoire. Et le vendredi, la RDC fera face au pays hôte, l'Angola, et le Sénégal sera confronté au Cameroun. Quant aux résultats de l'autre groupe, les championnes d'Afrique tunisiennes se sont imposées face aux Guinéennes par 34 buts à 11, et les Angolaises ont dominé les Ivoiriennes par 37 buts à 18. L'on rappelle que le groupe A se compose de la RDC, du Cameroun, du Sénégal et de l'Angola pays organisateur de ce tournoi continental.

Et le groupe B renferme la Tunisie, championne d'Afrique en titre, du Congo Brazzaville, de l'Algérie et de la Guinée. L'Égypte a déclaré forfait.

M.E.

SIDANCE

Art-Con, Kinshasa Electric et Danse pour tous engagés dans la lutte contre le sida

Les trois groupes se produiront sur la scène de l'Institut français (IF) à l'occasion de la soirée spéciale organisée pour la Journée mondiale de lutte contre le sida, ce 1^{er} décembre à partir de 19 heures, dans le cadre d'un projet initié par le danseur et chorégraphe Didier Mukalayi.

Le show de ce jeudi a été peaufiné au bout d'un mois de travail intense avec les chorégraphes Didier Mukalayi et Jacques Bana Yanga. Le spectacle inédit qui sera présenté à la Halle de la Gombe est un mélange de danse traditionnelle, hip hop et salsa. Les danseurs prêteront au rythme de la chanson officielle de Sidance jouée par quatre musiciens. La soirée dont la programmation a été ainsi décrite par l'IF a pour but de contribuer à sensibiliser les jeunes à la lutte contre le VIH-sida à travers la danse. Désignés ambassadeurs de Sidance, à la suite de l'épreuve finale du concours tenu à l'Académie des beaux-arts le 29 octobre, Art-Con, Kinshasa Electric et Danse pour tous inscrivent leurs prestations sous ce registre de la sensibilisation de leurs pairs à cette pandémie actuelle qui touche plus de 25 % de la population sud et est-africaine.

Pour sa part, le projet Sidance, contraction des mots « sida » et « dance » l'équivalent en anglais du vocable français danse, entend de cette façon mener une campagne dans le milieu de la jeunesse kinoise très portée sur la danse. Son initiateur, Didier Mukalayi, l'explique de la sorte : « Nous avons mis sur pied ce projet dans l'idée de sensibiliser les jeunes sur ce fléau qui fait des ravages. C'est vrai qu'actuellement, on parle de la baisse du taux de mortalité dans certains pays du monde, mais dans le nôtre, il augmente



L'affiche de la soirée Sidance

de jour en jour. J'ai d'ordinaire participé à l'organisation de festivals et spectacles de danse pour le compte du groupe Universal dance mais, l'an passé, je me suis demandé pourquoi je ne passerais pas un message qui peut sauver des vies à travers la danse. Mais là encore j'hésitais entre le cancer et le sida. Finalement, j'ai choisi le sida pensant qu'il était impératif de sensibiliser les jeunes à son sujet sinon c'est la catastrophe ». Le concours Sidance avait mis en lice vingt-quatre groupes de danse de Kinshasa sélectionnés parmi les meilleurs. Ils ont été soumis à plusieurs épreuves éliminatoires et formations avant l'étape ultime de la finale de l'Académie des beaux-arts. Art-Con, Kinshasa Electric et Danse pour tous tenus pour les meilleurs de tous ont été choisis comme ambassadeurs de la première saison. Pour Sidance saison 2 dont le lancement sera opéré en mars 2017, Didier Mukalayi envisage, a-t-il confié aux Dépêches de Brazzaville, une plus grande sensibilisation de la jeunesse kinoise. Ce, avec l'organisation des concours dans les différentes communes de la capitale. Question de passer le message avec une plus grande proximité et de toucher un plus grand nombre de jeunes de Kinshasa.

Nioni Masela

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE SIDA

Aucune affiche appelant à ce combat dans la capitale économique

Dans la ville océane, rien ne présage que l'on est à la veille de la journée mondiale de lutte contre le sida, qui se célèbre le 1^{er} décembre de chaque année depuis 1988. Normalement à la veille de cette journée, les moyens de sensibilisation et les préparatifs de campagnes de lutte devraient être visibles partout dans la ville.

«Levons la main pour la prévention du VIH» est le thème de l'édition 2016, mais il n'est pas connu de tous par manque de banderoles et d'affiches dans la ville. Et pourtant, c'est à travers des campagnes de sensibilisation et des différentes affiches et banderoles montrant des méfaits de cette pandémie que ce combat devrait être mené sans se lasser pour arriver à minimiser son ampleur qui ne cesse de causer un désastre dans la société.

Les organes départementaux de lutte contre cette pandémie, des organismes départementaux spécialisés et des associations qui luttent contre ce fléau devraient se plier en quatre afin que les affiches et banderoles soient placées dans la plupart des ronds-points de la ville pour faire prendre conscience aux jeunes quotidiennement de cette maladie. Les émissions radio-télévisées devraient insister sur l'usage du préservatif, l'abstinence et la fidélité. Car le thème de cette année a entre autres objectifs d'examiner les différents aspects de la prévention du VIH vis-à-vis de groupes spécifiques de personnes, comme les adolescentes et les jeunes femmes, les populations-clés et les personnes vivant avec le virus.

Et lorsqu'on tient compte de certains constats faits dans la ville en rapport avec le taux de grossesses chez les jeunes et

adolescentes, on arrive vite à la conclusion selon laquelle les jeunes font de moins en moins usage des préservatifs lors des rapports sexuels, d'où la nécessité d'amplifier les campagnes de sensibilisation contre cette maladie, car les jeunes qui créent de nouveaux couples sont pour la plupart ignorants de leur état sérologique.

Quand on interroge au moins 25 lycéens de la ville océane sur les méfaits causés par cette pandémie, ils répondent avec une certaine légèreté et sans crainte aucune. Cela traduit bien le manque d'intériorisation de certains messages qui traitent du combat que l'on devrait mener contre le VIH-sida au niveau des établissements scolaires et de la couche juvénile non scolarisée. Et pourtant le moment est là pour que ces jeunes musiciens et autres artistes de la ville organisent en partenariat avec les autorités départementales chargées des questions sanitaires des concerts pour, d'une part, vulgariser les moyens de lutte contre cette pandémie et, d'autre part, appeler à l'abstinence, à la fidélité ou aux rapports protégés.

C'est en cela que l'Unesco a toujours considéré comme priorité parmi ses actions la lutte contre le risque d'infection et la vulnérabilité élevée des adolescents, en particulier des jeunes filles dont l'âge oscille autour de 24 ans. C'est pour quoi la directrice générale de l'Unesco Irina Bokova pense à juste titre que « pendant plus de vingt ans, l'Unesco a aidé des pays à avancer dans leurs programmes de prévention par le biais d'actions visant à promouvoir l'éducation sexuelle complète, ainsi qu'à travers d'autres questions de santé majeures,



<Sans données à partir du lien>

telles que le renforcement de la réponse du secteur éducatif à la consommation des drogues, et la prévention des violences fondées sur le genre, l'identité de genre ou l'orientation sexuelle en milieu scolaire ». Flanelle Makaya, une élève en classe de seconde, interrogée sur cette journée, dit qu'elle la connaît bien, mais accuse cependant des autorités départementales et des organismes départementaux spécialisés et associations de n'avoir rien fait afin d'amplifier la sensibilisation de la jeunesse ponténégrine sur cette maladie que certains ont tendance à négliger. « Ce qui est curieux, c'est qu'aucune banderole n'est visible dans la ville qui fait état de la lutte contre cette maladie. Et c'est comme si cette maladie a été totalement éradiquée. Or, la maladie est bel et bien là, puisqu'au plan national, il a été question récemment de la pénurie des antirétroviraux et cela avait soulevé les mécontentements des séropositifs. Que ceux qui sont chargés de

cette question au niveau départemental éveillent la conscience des jeunes », a-t-elle conclu. Dans le cadre de cette lutte qui doit être permanente dans tous les coins du monde entier, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, déclarait : « Le programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté avec la volonté de ne pas faire des laissés-pour-compte. Ce principe ne revêt autant d'importance que dans la lutte contre le sida. C'est en aidant les personnes jeunes, vulnérables et marginalisées qu'on enrayera la progression de l'épidémie ». Notons que si à côté de nombreux festivals qui s'organisent à Pointe-Noire tout en long de chaque année pouvaient aussi se greffer des campagnes permanentes de sensibilisation contre le sida pour accroître cette lutte, cela pourrait participer efficacement à cette lutte, ne serait-ce que par l'usage du préservatif par les jeunes, car beaucoup de jeunes font fi de son usage dans la ville océane.

Faustin Akono

SECTEUR PÉTROLIER

Les partenaires sociaux échangent avec l'administration publique

Une séance de travail a réuni le 29 novembre à Pointe-Noire les partenaires sociaux du secteur pétrolier avec les représentants de l'administration publique, notamment Antoine Pandzou Bouyou, Frédéric Manienze et Josias Yocka Itoua, respectivement directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, directeur de cabinet du ministre du Travail et de la Sécurité sociale et directeur général du Travail.



Une vue des participants à la réunion

La rencontre s'est inscrite dans le cadre de la poursuite des négociations à la suite d'un avis de grève publié en juin 2014 par l'inter-fédération syndicale des travailleurs du secteur pétrolier. Un avis de grève suspendu juste après la mise en place d'une commission tripartite (administration, syndicat et patronat). « En 2014, les négociations étaient suspendues à cause des festivités de la fête nationale. Ainsi, au nom de la continuité de l'État, la nouvelle équipe gouvernementale vient de prendre ce dossier en main, nous nous sommes retrouvés pour faire le bilan de ce que l'on avait fait dans le passé et, à travers celui-ci, nous allons projeter l'avenir. En effet, il y a 23 entreprises pétrolières identifiées qui devraient basculées dans la convention des sociétés d'exploitation et de production pétrolière comme Total E&P et Eni Congo

ou celle des services pétrolières. Le constat depuis plusieurs années est que, conformément à la loi au lieu de s'aligner sur l'une de ces conventions, il existe encore beaucoup d'entreprises qui continuent à se cacher derrière d'autres conventions, notamment celles de l'industrie, de la métallurgie ou de l'hôtellerie. Cela n'arrange pas les salariés et nuit gravement à l'économie nationale », s'est indigné Jean Bernard Malouka, secrétaire général de la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo. Pour sa part, Frédéric Manienze a rappelé qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de problèmes à la fois omniprésente et transcendante que ceux touchant à la crise pétrolière. Le poids et la dynamique de cette crise sont venus ébranlés soit la santé de nombreuses entreprises, soit accentuer les maux qui sévissaient certaines entreprises à l'état endémiques. « Les réponses à vos préoccupations légitimes

requièrent des analyses précises et concertées en adéquation avec la conjonction des intérêts économiques, entendu par là l'entreprise et les intérêts des travailleurs. Ainsi, nous nous sommes condamnés à travailler ensemble à l'instar des cordes d'une guitare en vue de trouver des solutions par approche concertée », a-t-il déclaré.

De son côté, Antoine Pandzou Bouyou pense que cette séance de travail est un signal fort en vue de réactiver les travaux. « Nous souhaitons vivement que, désormais, nous puissions réfléchir ensemble avec détermination, responsabilité et sagesse afin de trouver des solutions tout en tenant compte du climat de paix au Congo, ce pays que nous avons tous le devoir de consolider, entretenir. Nos propositions doivent s'adapter à la conjoncture économique et financière nationale et internationale difficile », a-t-il signifié.

Séverin Ibara

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

JOURNAUX

MAGAZINES

Chemises à rabat

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

JEAN MICHEL MBONO

« La seule chose que la fédération demande, c'est d'avoir un sponsor officiel, en charge du transport des équipes »

Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, le président de la Fédération congolaise de football, Jean Michel Mbono dit « Le sorcier » a déclaré qu'il compte sur l'appui de plusieurs sponsors pour relever le défi de l'organisation des compétitions, notamment le championnat national, dans tous les stades du pays.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Trois des quatre représentants congolais en compétitions africaines étaient à l'épreuve à l'occasion de la deuxième édition du tournoi de la République. Quelle lecture faites-vous de leurs prestations ?

Jean Michel Mbono (JMM) : Il faut bien savoir dire les choses telles qu'elles se passent. La toute première, il faudrait remercier Perspectives d'Avenir et son président, Denis Christel Sassou N'Guesso, le sponsor de ce tournoi. Tout le monde est content de voir un sponsor, un tournoi réussi et surtout, qui arrive au moment où nos équipes se préparent pour une compétition africaine à la fin du championnat national. Ce qui signifie que les équipes sont en jambes. Par rapport au temps et aux enjeux, je me suis dit, si nos clubs rentrent en compétition à partir de février et si nous restons sur cet élan d'organiser des compétitions, je crois qu'ils feront mieux. C'est déjà bien parti. Encore que je n'ai pas vu mon quatrième représentant (AC Léopards). Ce sont déjà des choses très importantes.

L.D.B. Qu'est ce que vous entendez par des choses importantes ?

JMM : Il nous faut préparer les équipes qui vont aller en compétitions africaines à partir de février : AC Léopards, Diables noirs, Cara et Etoile du Congo. Il nous faut, toutefois y penser tout en gardant ces équipes-là en jambes. Organiser d'autres compétitions notamment la Super coupe du Congo. Elle mettra aux prises deux équipes qui disputeront la compétition africaine notamment l'AC Léopards, le champion contre le deuxième du championnat, les Diables noirs. Il faudrait qu'il y ait des rencontres avec les équipes de la RDC, du Cameroun ou du Gabon. C'est prévu pour la mise

en jambes. Tenez- vous bien, l'équipe du Sénégal va se mettre au vert à Brazzaville. Cela nous donnera aussi la possibilité de mettre en jambes nos quatre clubs.

L.D.B. Le championnat national vaut mieux que des matches amicaux. A quand son démarrage ?

J.M.M. Les Congolais doivent comprendre que, la Fécofoot a besoin des sponsors pour organiser ses compétitions. Cette saison, le calendrier pourrait être chargé. Mais le faire avec quoi ? Il faut que je vous le dise, ces trois clubs ont eu une subvention. Si celle-ci pourrait être plus régulière, je crois que ça pourrait les aider à élever leur niveau et leur permettre de poursuivre avec sérénité leur préparation. Pour les représentants congolais en compétitions africaines, il leur faut encore des tournois jusqu'au mois de février. Aujourd'hui, la Fédération congolaise de football veut qu'il y ait beaucoup de sponsors pour mieux organiser les compétitions et aider ses équipes. Le manque de sponsors, c'est notre plus grand souci. Sinon, il ne sert à rien qu'on nous construise des stades. Il ne sert à rien de mettre tous ces jolis bijoux du stade pour qu'ils ne soient pas praticables. Aujourd'hui, Mbono, président de la Fécofoot avec son bureau sont prêts à amener le spectacle sur les 11 stades de la République. Mais la seule chose que la fédération demande, c'est d'avoir un sponsor officiel, en charge du transport des équipes.

L.D.B. Autrement dit, le transport des équipes vous préoccupe tant ?

J.M.M. Oui. Si nous avons un sponsor qui peut prendre en charge le transport des équipes, vous allez voir Diables noirs jouer contre Léopards à Owando. Vous allez voir l'Etoile du Congo affronter l'AS Cheminots à Ouesso... Kondzo jouer contre les Jeunes Fauves à Sibiti... Si on n'a pas un sponsor pour le transport, on va se contenter de jouer à Brazzaville, à Pointe-Noire et à Dolisie. Les bijoux de Ouesso, d'Owando, d'Ewo, de Sibiti, de Djambala, de Madingou ne verront jamais se produire ces équipes. La saison dernière, la Fécofoot a



pris en charge elle-même le transport des équipes par avion. Nous avons aussi pris en compte les équipes féminines. On nous a délégué les pouvoirs pour organiser le football. Mais celui qui nous donne mandat (l'Etat) doit penser comment nous aider. Pour votre gouverne, d'ici là, il y aura l'arrivée des membres de la CAF pour homologuer les cinq stades restants. Il s'agit de: Ouesso; Madingou; Ewo; Sibiti et Djambala. Cela signifie que le vrai problème pour nous, c'est le transport.

L.D.B. Au terme du tournoi de la République, les footballeurs ont constaté que l'équipe gagnante a été récompensée à hauteur de 10 millions soit deux fois plus que le vainqueur de la coupe du Congo. Qu'elle est votre opinion ?

J.M.M. Je ne connais pas la poche de chacun. La coupe du Congo, c'est l'Etat qui a sponsorisé. Si le sponsor pense qu'il va mettre 5000 francs dans l'enveloppe, je ne peux pas contester.

Celui de la coupe de la République, qui a mis 10 millions, pouvait bien mettre 50 ou 2 millions, cela ne dépend que de sa vision. A la fin du championnat national, la fédération a donné 10 millions à son champion. C'est parce que ce jour là, on avait reçu plus. Il n'est pas dit que chaque fois qu'il y aurait un champion après la compétition, qu'il aura forcément 10 millions. Cela peut être plus ou moins. Notre problème n'est pas la récompense. Pour nous, la compétition doit réussir et nous apporter quelque chose.

LDB. Parlant des Diables rouges. Le contrat avec Pierre Lechantre a été rompu à l'amiable, comment la Fécofoot s'organise-t-elle pour gérer sa succession ?

J.M.M. Il faut se dire que la compétition continue. Les Diables rouges sont toujours engagés dans les éliminatoires de la Coupe du monde. Le Congo doit se préparer pour le Chan et aussi

la Coupe de l'Uniffac. Ce qui signifie que, pour la Fécofoot, nous allons nous asseoir calmement sans aucune pression pour voir ce que nous devons faire pour relancer le dossier de l'entraîneur. Pour le moment, ce qui nous intéresse, c'est de mettre d'abord les joueurs et les équipes en jambes. Parce que ce sont les équipes qui font la sélection. Nous pouvons aussi être emmenés à démarrer pendant un temps avec un entraîneur congolais; à moins que vous me dites qu'il y'en a pas. Surtout nous partons du principe que nous allons mettre l'accent sur les joueurs locaux. Je vous informe qu'il y a déjà des demandes qui pleuvent de partout; nous devons être patients.

L.D.B. Les cadets ont pu sauver la saison de la Fécofoot en se qualifiant pour la phase finale de la CAN à Madagascar. Comment la Fécofoot entend-elle préparer ce rendez-vous ?

J.M.M. Au niveau des cadets, nous attendons la décision du ministère, parce que c'est une équipe du centre. Les entraîneurs qui s'occupent de cette équipe sont en fin de contrat. Et la Fécofoot ne connaît pas ce qui se passe parce qu'il a été signé entre le ministère, propriétaire du centre et ces entraîneurs. Nous attendons. Car nous ne savons toujours pas leur avenir. Ce n'est pas à nous de préparer le programme. La direction technique des cadets doit nous présenter le programme et on en discutera.

L.D.B. La question sur la construction du siège de la Fécofoot continue-t-elle à vous fâcher ?

J.M.M. Je commence un peu à me calmer, parce que les assurances qui m'ont été données. D'ici là, c'est une affaire qu'on ne va plus parler. Les assurances m'ont été données de transmettre ce message à la FIFA : qu'il n'y a plus problème. Le lieu retenu reste le même. Prochainement, ils vont commencer avec les travaux. C'est déjà quelque chose. Je dis toujours, je continue à être fâché, parce que je n'ai toujours pas vu les travaux démarrer.

Propos recueillis par James Golden Eloué

CAN HANDBALL LUANDA 2016

Les Diables rouges dames réussissent leur sortie face à l'Algérie

La sélection congolaise a remporté sa première rencontre à la 22^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) d'handball seniors dames, qui a démarré le 28 novembre à Luanda en Angola, en s'imposant 25 buts à 19, le 29 novembre, face à l'Algérie en match de poule.

Les Diables rouges seniors dames ont entamé le match avec beaucoup de détermination. Pendant les dix premières minutes, elles ont mené l'équipe adverse sur un score de 7 buts à 1 avant de baisser le rythme. Une lassitude qui a permis aux algériennes de réduire le score jusqu'à un but d'écart soit 10

buts à 11, mais grâce à la détermination de Chantal Okomba et Patience Okambande qui a fait son entrée en sélection cette année, les Diables rouges qui avaient promis mouiller le maillot n'ont pas perdu leur avantage puisqu'à la mi-temps, le Congo menait au score, 13 buts à 10. De retour des vestiaires, les Dia-

bles rouges ont repris le match en main et gérer la suite du temps en s'imposant à la fin, 25 buts à 19. Soulignons que lors de la précédente édition de la CAN en Afrique du Sud, l'Algérie était classée 4^e au rang général et le Congo 5^e. Cependant, Chantal Okomba ancienne sociétaire d'Interclub évoluant en Europe a été désignée meilleure joueuse du match avec 5 buts marqués. La capitaine et gardienne de l'équipe nationale, Magalie Bazékéné, a été félicitée pour sa bravoure et Patience Okambande,

qui est à sa première sélection, pour sa détermination. Hier soir pendant que nous méitions sous presse, le Congo faisait sa deuxième sortie de la compétition face à la Tunisie, tenante du titre. L'équipe vainqueur à l'issue de cette rencontre prendra la tête du groupe B. La Tunisie tombeur du Congo en match de poule de la dernière CAN (32-30) part certes favorite mais les Diables rouges ont tous les moyens pour les contrer. Mais avant le match Congo-Tunisie, la Côte

d'Ivoire qui a enregistré sa deuxième défaite le 29 novembre face au Cameroun, 17-22, crociera le fer contre la RDC et l'Angola qui poursuit sa série de démonstration en cette phase de poule après avoir battu le Sénégal, 35-18, en découdra avec le Cameroun.

Rappelons qu'en match d'ouverture, l'Angola a étrillé la Côte d'Ivoire, 37-18 ; la Tunisie a dominé la Guinée, 34 à 22 ; la Guinée et le Sénégal ont surpris la RDC, 28-22 dans le groupe A.

Charlem lea Legnoki